



Restrictions en chaînes

Les salariés paient CASH

Nouvelle chasse aux emplois et nouvelles coupes dans les équipes : entre les autorités de tutelle et la direction de France Télévisions, c'est la surenchère du pire. Encore une fois, il ne s'agit pas de réduire l'armée mexicaine qui pilote France Télévisions, mais de tailler dans les équipes de terrain. Le gouvernement et la présidence choisissent de virer des salariés de FTV tout en maintenant plus de 400 millions d'achats extérieurs. Comment le service public peut-il accepter de mettre en péril son propre savoir-faire tout en préservant ses fournisseurs ?

Souvenez-vous : le 15 octobre 2013, c'était l'annonce de la suppression de 361 postes, avec un plan de départs volontaires. 2013 ? Une éternité pour certains, hier pour celles et ceux dont le poste a été supprimé.

Mais cette fois, en 2017, cela fait du bruit. Car il ne s'agit plus de fermer la rédaction AITV de Malakoff et le service du sous-titrage de France 2, de supprimer des postes dans les régions et l'outre-mer. Il s'agit de toucher aux effectifs des magazines de France 2, qui ont la chance d'être bien plus médiatisés. D'où l'émoi de beaucoup, y compris de ceux qui ont oublié la précédente saignée, comme ils ont oublié le projet info 2015 et la fusion des rédactions nationales.

Dans les deux cas, une même question s'impose : pourquoi faire porter les suppressions de postes sur la filière reportage, et épargner un encadrement pléthorique ? À qui fera-t-on croire que le taux d'encadrement de la direction nationale de l'information est une nécessité ? L'encadrement et la filière édition représentent 42 % des journalistes du Siège, alors qu'ils ne constituent que 15 % des rédactions dans les régions et en Outre-mer.*

À Paris, on compte 323 encadrants et 75 membres dans la filière édition sur un total de 942 cartes de presse. Et ce sont les équipes de terrain qu'il faudrait réduire ? Les présidents se succèdent et reproduisent les mêmes erreurs.

France Télévisions emploie plus de 3000 journalistes dont 2700 en CDI. La majorité d'entre eux exercent leur profession dans les rédactions régionales et d'Outre-mer. Dans la diversité de ces régions et pays, ils incarnent l'audiovisuel de service public au même titre que les membres des rédactions parisiennes. Souvent seules pour contester le monopole de la presse quotidienne régionale, les rédactions de France Télévisions font vivre le pluralisme de l'information. À ce titre, elles sont un acteur démocratique. Pourtant, elles aussi sont confrontées aux coupes budgétaires, voire à la suppression d'éditions locales.

Le SNJ soutient naturellement les équipes des magazines d'information et en particulier les salariés en contrats précaires. Mais notre organisation syndicale veut croire en une mobilisation massive contre ce sabotage de la télévision de Service Public.

Nous ne pouvons pas choisir ceux qui nous dirigent, et la défiance envers la Présidente lui donnerait un pouvoir éditorial qu'elle n'a pas. En revanche nous pouvons lui dire que nous ne sommes pas dupes, dans un mouvement intersyndical qui viserait la gestion interne. Parce que toutes ces coupes claires ne viennent pas que du pouvoir politique : elles sont aussi imaginées par la Présidence et ses équipes de direction.

Le SNJ appelle les journalistes de France Télévisions à défendre dans la solidarité l'ensemble des missions et éditions des rédactions de l'entreprise.

Paris, le 1^{er} décembre 2017

- Sources : bilan social 2016 communiqué par la direction

SNJ France Télévisions

Pièce D 142 – e-mail : snj@francetv.fr

Raoul Advocat : 06 22 69 30 14 – Muriel Demguilhem : 07 77 00 70 56 – Serge Cimino : 06 17 55 53 82

Anne Guille : 06 79 47 39 25 – Didier Givodan : 06 72 83 76 85

Retrouvez-nous sur : Twitter [@SNJ_FTV](https://twitter.com/SNJ_FTV) et Facebook : [Snj.ftv](https://www.facebook.com/Snj.ftv)